



## MEDIA BRIEF

# Les progrès économiques augmentent les possibilités de développement pour l'Afrique mais la dégradation de la terre reste un problème majeur

*Nairobi, 25 octobre* : Selon un rapport de l'ONU, les performances sociales et économiques de l'Afrique se sont récemment améliorées, augmentant ainsi ses chances d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Mais de nombreux obstacles doivent encore être surmontés.

La terre est une richesse environnementale, sociale et économique qui est essentielle pour la réalisation des opportunités pour les peuples d'Afrique. Cependant, la dégradation de la terre est la plus grande menace pour la pleine réalisation du potentiel de la région. La dégradation de la terre affecte environ cinq millions de kilomètres carrés en Afrique, un sixième du continent.

La terre est sous pression en raison d'une augmentation de la demande de ressources liée à l'augmentation de la population, des catastrophes naturelles telles que la sécheresse et les inondations et de l'utilisation inappropriée de la technologie et des produits chimiques.

Ces avertissements figurent dans le rapport Global Environment Outlook 4, *GEO-4*, le plus récent d'une série de rapports phares du Programme des Nations Unies pour l'environnement, basé à Nairobi. *GEO-4* est publié 20 ans après que la Commission mondiale pour l'environnement et le développement (la Commission Brundtland) ait produit son rapport séminal, *Notre futur commun*. *GEO-4* décrit les changements intervenus depuis 1987, évalue l'état actuel de l'atmosphère, de la terre, de l'eau et de la biodiversité mondiales, et identifie les priorités d'action.

*GEO-4* salue les progrès du monde dans le traitement de certains problèmes relativement simples, l'environnement étant aujourd'hui beaucoup plus présent dans les politiques partout dans le monde. Mais malgré ces avancées, certains problèmes persistent pour lesquels les mesures et les arrangements institutionnels actuels se sont systématiquement montrés insuffisants et pour lesquels des solutions sont encore en cours d'élaboration. Le fait de ne pas traiter ces problèmes persistants peut selon le PNUE anéantir tous les progrès accomplis pour les questions plus simples et menacer la survie même de l'humanité. Mais il insiste : "L'objectif n'est pas de présenter un scénario catastrophe, mais un appel urgent à l'action."

La dégradation de la terre menace non seulement des moyens de subsistance mais constitue également un risque pour les forêts, l'eau douce, les ressources côtières et marines, et favorise l'extension des déserts. La dégradation de la terre entraîne et intensifie souvent la pauvreté. Elle aggrave la faim et augmente les risques de conflits. La dégradation prend plusieurs formes : l'érosion du sol, répandue en Afrique, l'érosion côtière, le Togo et le Bénin perdant presque 30 mètres par an dans la mer, et la salinisation qui affecte environ 2,7% de la surface terrestre totale.

La dégradation signifie que plus d'Africains sont mal nourris : la production alimentaire par personne du continent a baissé de 12% par rapport à 1981. La production agricole par habitant a baissé de 0,4% entre 2000 et 2004 et l'Afrique est la seule région du monde où le besoin d'aide alimentaire augmente.

Selon *GEO-4*, la dégradation de la terre est aggravée par le maintien de subventions agricoles injustes dans les pays développés. Les impacts de ces subventions sur les pays en voie de développement sont significatifs. Il est souvent moins cher pour eux d'importer des aliments plutôt que de les produire, ce qui les force à se concentrer sur l'exportation de cultures telles que le café. Ceci limite les possibilités agricoles pour les petits fermiers et entraîne une insécurité alimentaire et une migration vers les villes.

Pour l'ONU, les problèmes de la région sont aussi liés aux conflits, et la région du Darfour au Soudan en est un exemple. La pluie y a baissé régulièrement au cours des trente dernières années, nuisant aux fermiers et aux bergers. La dégradation de la terre qui en résulte a forcé de nombreuses personnes à migrer vers le Sud, entraînant des conflits avec les fermiers là où ils s'installent.

[www.unep.org/geo/geo4/](http://www.unep.org/geo/geo4/)



La reconnaissance des impacts transversaux de l'utilisation et de la dégradation de la terre, les mesures prises pour traiter le défi de la dégradation de la terre comprennent la culture intégrée et des programmes de gestion de la terre qui offrent aux fermiers des avantages tels que des rendements plus élevés et des risques plus faibles.

D'autres mesures locales incluent la récolte d'eau, l'agro-sylviculture et de nouvelles stratégies de pâturages, qui peuvent non seulement augmenter les rendements mais aussi construire des sols sains, maintenir la diversité des cultures et éviter le besoin de produits chimiques chers et polluants.

Des efforts supplémentaires sont désormais accomplis afin d'inclure les droits de propriété coutumiers dans les législations foncières nationales et protéger les droits fonciers coutumiers des habitants en évitant le système d'administration "occidental" des titres fonciers qui souvent n'a pas été bénéfique pour les pauvres.

Une réforme politique significative a été la transformation de l'Organisation de l'Unité africaine en Union africaine. Le Programme d'action pour l'environnement (PAE) développé en 2003 dans le cadre du nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) est la politique environnementale la plus récente de l'Afrique.

Et *GEO-4* indique que le bien-être de milliards de personnes dans le monde en développement est menacé, car des problèmes relativement simples n'ont pas été résolus alors qu'ils ont été traités avec succès ailleurs.

Selon le rapport, le monde entier vit bien au dessus de ses moyens. La population humaine est désormais si importante que "la quantité de ressources nécessaires pour la faire vivre dépasse les ressources disponibles... l'empreinte de l'humanité est de 21,9 hectares/personne, alors que la capacité biologique de la Terre est, en moyenne, seulement de 15,7 ha/personne..."

Il reste encore de nombreux progrès à faire avant de parvenir au monde durable que souhaitait la Commission Brundtland. Le pays africain sub-saharien moyen dépense trois fois plus pour rembourser sa dette que pour fournir des services de base à sa population. L'Afrique a 5% du revenu du monde en voie de développement, mais supporte environ les deux tiers de la dette mondiale.

La proportion d'Africains vivant sous le seuil de pauvreté a augmenté de 47,6% en 1985, deux ans avant le rapport Brundtland, à 59% en 2000. La proportion de personnes mal nourries en Afrique sub-saharienne a baissé en moyenne de 35% en 1990 à 32% en 2003. Mais le chiffre absolu a augmenté, d'environ 120 millions de personnes en 1980 à 206 millions en 2003.

Selon *GEO-4*, la menace de changement climatique est urgente. Selon certaines études récentes, l'Afrique est l'une des régions les plus vulnérables à la variabilité et au changement du climat en raison de ses multiples problèmes et de sa faible capacité d'adaptation. La sécurité alimentaire risque d'être menacée davantage par la variabilité et le changement climatiques.

Des négociations doivent commencer en décembre pour établir un traité qui remplacera le Protocole de Kyoto, l'accord international sur le climat qui oblige les pays à contrôler les émissions anthropogènes des gaz à effet de serre. Bien que les pays en voie de développement soient exemptés d'engagements en matière de réduction des émissions, une pression croissante pèse sur certains pays à l'industrialisation rapide, désormais des émetteurs importants, pour qu'ils acceptent des réductions des émissions.

Selon *GEO-4*, le futur sera largement déterminé par les décisions que les individus et la société prennent actuellement : "Notre futur commun dépend de nos actions aujourd'hui, pas demain ou à un moment du futur".

Pour certains des problèmes persistants, les dégâts peuvent déjà être irréversibles. *GEO-4* avertit que s'attaquer aux causes sous-jacentes des pressions environnementales affecte souvent les intérêts de groupes puissants capables d'influencer les décisions politiques. La seule façon de traiter ces problèmes plus difficiles exige de déplacer l'environnement depuis la périphérie vers le centre du processus de prise de décision : l'environnement pour le développement, et non un développement obtenu au détriment de l'environnement.

fin



## Notes aux rédacteurs

GEO-4 est produit et publié par la Division de l'alerte rapide et de l'évaluation du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Il est disponible à l'adresse [www.unep.org/geo/geo4/](http://www.unep.org/geo/geo4/)

Pour obtenir plus d'informations, merci de contacter :

Global Environment Outlook (GEO) Section  
Division of Early Warning and Assessment (DEWA)  
United Nations Environment Programme (UNEP)  
P.O. Box 30552 Nairobi, 00100, Kenya  
Tél : +254-20-7623491 • Fax : +254-20-7623944  
Email : [geo.head@unep.org](mailto:geo.head@unep.org) • Internet: [www.unep.org/geo](http://www.unep.org/geo)

## Situation régionale

Entre 1995 et 2004, l'Afrique a connu une croissance économique. En 2004, le taux de croissance économique en terme de pouvoir d'achat a été de 5,8%, en hausse par rapport à 4% en 2003.

Les communautés locales et l'IUCN-l'Union mondiale pour la nature travaillent ensemble depuis 1991 en Mauritanie et au Sénégal pour sauver le delta du Diawling. Les prises de poissons ont augmenté de moins de 1 000 kg en 1992 à 113 000 kg en 1998, la quantité d'oiseaux de 2 000 à plus de 35 000. Ce travail a ajouté environ 1 million de dollars par an à l'économie de la région.

La restauration de la plaine d'inondation de Waza Lagone au Cameroun a produit un bénéfice annuel d'environ 3,1 millions de dollars en captures de poissons et en productivité, en approvisionnement en eau douce, en agriculture inondée et en ressources de la faune et de la flore. Mais les coûts de restauration sont supérieurs à ceux de la prévention.

La quantité de pêcheurs de poulpes mauritaniens a chuté de presque 5 000 en 1996 à environ 1 800 en 2001, en raison des opérations de bateaux étrangers.

L'exploitation de la pêche en Afrique de l'Ouest par les flottes russes, asiatiques et celles de l'Union européenne a été multipliée par six entre les années 1960 et les années 1990, mais les pays d'Afrique ne reçoivent en redevances que 7,5% de la valeur de leur poisson une fois qu'il a été traité. De tels contrats affectent négativement les stocks de poisson et la sécurité alimentaire, contraignant les pêcheurs artisanaux de la côte d'Afrique de l'Ouest à émigrer vers certaines des régions qui exploitent leurs ressources.

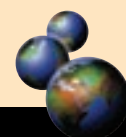
Le commerce de la viande de brousse et le marché de la faune dans certaines parties d'Afrique sont des exemples d'activités qui ont des impacts sur l'environnement et présentent également un risque d'apparition de maladies. Entre 2000 et 2003, 13 des 16 épidémies d'Ébola au Gabon et en République du Congo ont été le résultat de la manipulation de carcasses de gorilles ou de chimpanzés.

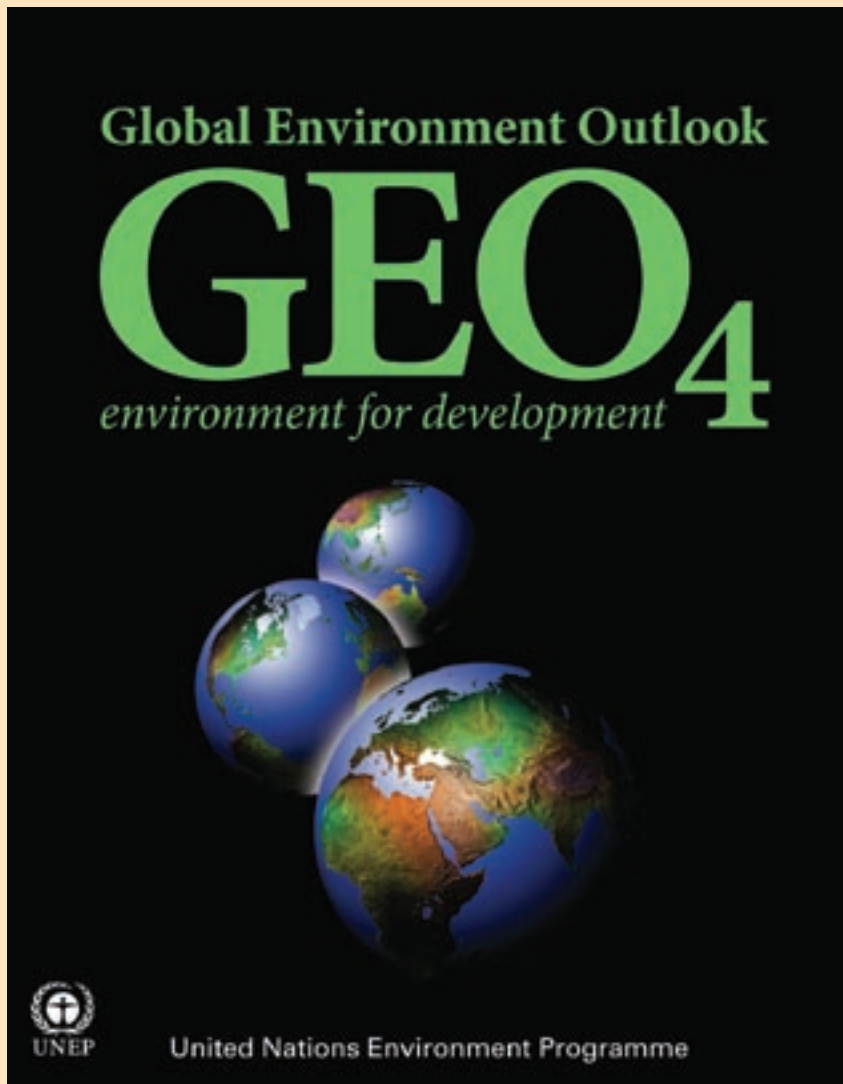
95 millions d'hectares en Afrique sont menacés par une dégradation irréversible si l'épuisement des nutriments se poursuit.

Au Niger, les rendements de sorgho des cultures sans engrais étaient environ de 600 kilos par hectare. Ils ont été doublés avec l'utilisation de 40kg/ha d'engrais azoté.

L'horticulture, qui représente 20% du commerce agricole mondial et est le secteur agricole à la croissance la plus rapide, a un potentiel significatif. Les exportations agricoles en Afrique sub-saharienne ont dépassé 2 milliards de dollars par an.

La population africaine dépend de la pêche pour répondre à certains de ses besoins alimentaires. Presque 10 millions de personnes dépendent de la pêche, de la pisciculture et du traitement et du commerce du poisson. L'Afrique produit 7,3 millions de tonnes de poisson par an, 90% étant capturé par de petits pêcheurs. En 2005, les exportations de poisson de l'Afrique s'élevaient à 2,7 milliards de dollars.





L'Avenir de l'environnement mondial (Global Environment Outlook ou GEO) est la série de rapports et d'évaluations phares du PNUE. Quatrième rapport de la série, GEO-4 fournit une vue d'ensemble de l'état et des tendances mondiales et régionales dans le domaine environnemental, social et économique. Il souligne les interconnexions, les défis et opportunités que l'environnement crée pour le développement et le bien-être humain. Ce rapport établit également des prévisions, en utilisant quatre scénarios pour explorer le futur plausible jusqu'à l'année 2050, ainsi que les options politiques pour traiter les questions environnementales actuelles et émergentes.

---

Pour toutes les questions média, merci de contacter Nick Nuttall, Porte-parole du PNUE, au numéro de téléphone : +254 733 632755, portable en déplacement + 41 79 596 57 37, Email: [nick.nuttall@unep.org](mailto:nick.nuttall@unep.org)

Angele Luh Sy, Information Officer, UNEP Regional Office for Africa  
P.O. Box 30552 Nairobi, 00100, Kenya  
Tél : +25420,7624292 Email: [angele.luh@unep.org](mailto:angele.luh@unep.org)

Le rapport GEO-4 peut être téléchargé à l'adresse [www.unep.org/geo/geo4/](http://www.unep.org/geo/geo4/) et sur le site du distributeur officiel du PNUE : <http://www.earthprint.com/go.htm?to=DEW0962NA>  
Les demandes d'information des clients peuvent être adressées à : [customerservice@earthprint.com](mailto:customerservice@earthprint.com)

G L O B A L   E N V I R O N M E N T   O U T L O O K

[www.unep.org/geo/geo4/](http://www.unep.org/geo/geo4/)

---

Global Environment Outlook (GEO) Section  
Division of Early Warning and Assessment (DEWA)  
United Nations Environment Programme (UNEP)  
P.O. Box 30552 Nairobi, 00100, Kenya  
Tél : +254-20-7623491  
Fax : +254-20-7623944  
Email : [geo.head@unep.org](mailto:geo.head@unep.org)  
Internet : [www.unep.org/geo](http://www.unep.org/geo)